

## **Un véritable Observatoire de l'énergie ? Il faudra encore attendre un peu.**

Inscrit - non sans mal - au Contrat de Projets Etat-Région 2007-2013, l'Observatoire régional Climat-Energies va enfin voir le jour en cette fin de mandature. Nous élus Verts avons porté cette demande depuis de longs mois, en témoignent nos interventions en séances plénières, nos communiqués de presse et nos tribunes. Mais nous sommes loin du compte. : le projet proposé ne répond pas aux enjeux. Comment une structure non autonome, aux moyens limités et éclatée entre plusieurs sites, pourra-t-elle construire une expertise pertinente, en toute indépendance et exercer ses rôles de vigie ? Comment pourra-t-il contribuer à faire évoluer nos pratiques et nos politiques ?

C'est oublier l'urgence de repenser notre modèle énergétique et persister dans une logique qui a plus que démontré ses limites ! Nous ne pouvons plus nous contenter de comptabiliser mois après mois les dépassements de normes en termes de qualité de l'air ou l'explosion de nos émissions de gaz à effet de serre. Nous ne pouvons pas accepter l'investissement toujours massif dans des équipements basés sur l'utilisation d'énergies fossiles, que nous savons condamnées.

Faut-il encore le rappeler ? En 2006<sup>1</sup>, la région Haute-Normandie contribuait pour près de 12 % à la production française d'énergie primaire brute<sup>2</sup>. Nous sommes la troisième région française en terme de puissance installée et de production. Et ce, alors même que l'impérieuse nécessité de réduire nos consommations et de miser sur les énergies renouvelables (largement disponibles dans notre région) s'impose à nous.

Qu'attendre d'un Observatoire Climat-Energies ?

Si nous voulons modifier notre profil énergétique et par la même notre profil socio-économique, nous devons nous inscrire dans une démarche dynamique : l'efficacité de notre action collective requiert des indicateurs fiables, nous permettant de nous situer à tout moment par rapport au cap de nos objectifs. L'efficacité sur le long terme de l'action politique suppose donc de pouvoir apporter en permanence des corrections aux dispositifs mis en place. Non pas compenser mais sans cesse modifier. Seul un Observatoire autonome disposant de moyens humains et financiers conséquents peut permettre cette démarche.

A l'instar de la filière énergie auto-constituée que nous avons dénoncé, l'Observatoire proposé, dépourvu d'autonomie, d'indépendance, de gouvernance et des moyens nécessaires à son efficacité, prolonge l'idée que nous ajusterons à la marge sans changer fondamentalement nos modes de production et de consommation.

La stratégie de l'affichage et la politique du curatif doivent cesser car nous n'avons juste plus le temps ! Même si cet Observatoire marque un premier pas, nous déplorons son manque d'ambition. C'est pourquoi le groupe des Verts a décidé de s'abstenir sur ce dossier.

Véronique Bérégovoy  
*Présidente du groupe des élu-e-s Verts au Conseil régional*

<sup>1</sup> Source : Observatoire de l'énergie - dernières statistiques disponibles.

<sup>2</sup> Haute-Normandie : 14 046 ktep ; France métropolitaine : 117 134 ktep